

CHAPITRE 7 – La Chine : des recompositions spatiales multiples

Doc 1 p. 240 : Des inégalités sociales en Chine

En Chine, les inégalités sociales liées à la croissance restent à un niveau élevé [...]. Alors que le fossé entre les villes et les campagnes est important, l'ampleur de ces inégalités est une source de mécontentement au sein de la population et de préoccupations pour Beijing. Le revenu annuel net des habitants ruraux s'est établi en 2016 à 12 363 yuans (environ 1 570 euros), tandis que celui en zone urbaine s'élevait en moyenne à 33 616 yuans par personne (près de 4 300 euros).

Les inégalités entre la Chine rurale et la Chine urbaine ne se limitent pas aux revenus. Les urbains bénéficient plus souvent de logements sociaux et d'une couverture sociale plus étendue, notamment en matière de retraite. Les plus pauvres et les plus vulnérables se trouvent avant tout parmi les agriculteurs et les retraités des zones rurales ainsi que chez les travailleurs migrants (mingongs) ayant fui les campagnes pour chercher un emploi dans les métropoles de l'Est et du Sud-Est chinois et qui vivent en ville avec un certificat de résidence rurale, les privant de nombreux droits.

Nashidil Rouiaï, spécialiste de la Chine, « Chine : des inégalités sociales persistantes », Carto, n° 49, septembre-octobre 2018.

Doc 5 p. 241 : La lutte contre la pauvreté

La lutte contre les inégalités n'est pas une priorité pour le pouvoir, ni d'ailleurs pour la majorité des Chinois. Un peu comme les Américains, ceux-ci acceptent mieux les inégalités sociales que les Européens. Ils sont en revanche sensibles aux injustices, du moins celles qui les touchent directement. Ainsi, les migrants sont irrités de leur statut de résident urbain de seconde classe, sans accès aux bénéfices sociaux (par exemple l'éducation gratuite) dont jouissent les véritables urbains et surtout les classes moyennes. Mais ces derniers sont jaloux de leurs privilèges et ne souhaitent guère les partager, même si la présence des migrants en ville concourt à améliorer la qualité des services et donc leur bien-être.

La priorité du pouvoir est d'éradiquer la pauvreté, objectif qu'il sera en mesure d'atteindre assez rapidement. La généralisation des systèmes de protection sociale mettra beaucoup plus de temps et restera marquée de toute façon par de profondes inégalités, ces systèmes étant gérés à l'échelon municipal (le niveau juste en dessous de la province).

À tort ou à raison, les Chinois croient que c'est le Parti communiste chinois qui leur a permis de sortir de la pauvreté, puis de jouir d'un certain bien-être et pour certains de s'enrichir (alors qu'en réalité, ce sont tous les Chinois qui se sont mis au travail après 1978 ainsi que les technologies et investissements étrangers qui ont été les principales sources de modernisation).

Jean-Pierre Cabestan, « La Chine : quelles dynamiques politiques et géopolitiques ? », Diploweb [en ligne], 24 juin 2018.

Doc 4 p. 243 : La lutte contre la pollution

Premier pays émetteur de gaz à effet de serre de la planète, la Chine est en bonne voie en matière de réduction de ses émissions de CO₂. Dans le cadre de l'accord de Paris de 2015¹, le pays s'était engagé à atteindre un pic d'ici à 2030. [...] Greenpeace avait estimé que les émissions chinoises de CO₂ avaient progressé de 4 % au premier trimestre 2018, après avoir augmenté de 2 % l'an dernier. De 2000 à 2013, les émissions de CO₂ ont augmenté de 9,3 % tous les ans dans le pays. Une hausse principalement liée à la croissance économique chinoise bondissante à cette période. La Chine brûlait du charbon et du pétrole de très haute qualité, bien plus chargé en CO₂.

Mais en mars 2014, l'empire du Milieu a bouleversé son économie et sa production énergétique. [...] La Chine a réorienté son économie et ses modes de consommation vers les énergies non fossiles. Les entreprises et institutions les plus polluantes ont été taxées. Via des subventions et des recommandations, comme un passage forcé du chauffage au charbon au chauffage au gaz ou électrique, le pays peut aujourd'hui se vanter d'être le leader mondial des énergies renouvelables.

Charles Delouche, « Pollution : la Chine sur la pente déclinante »,

Libération, 6 juillet 2018.

1. L'accord de Paris sur le climat (COP 21) a été conclu en 2015 à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'objectif est de renforcer la réponse globale à la menace du changement climatique.

Doc 4 p. 245 : Le paradoxe de la transition énergétique chinoise

Malgré son statut de plus gros pollueur de la planète, la Chine est également le premier investisseur dans les technologies vertes, et ainsi le leader mondial de la transition énergétique. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Chine est responsable de 40 % de la croissance d'énergie solaire photovoltaïque, et a déjà dépassé son objectif de 2020. Cela est loin d'être une exception : la Chine est aussi le leader mondial en termes d'énergie hydroélectrique (conversion de l'énergie hydraulique en électricité), de bioénergie (extraction de l'énergie présente dans la biomasse) ainsi que de véhicules électriques.

La route est encore longue pour la Chine dont le mix énergétique est toujours fortement dépendant du charbon. Le pays en est le premier producteur et consommateur, produisant et consommant pas moins de la moitié du stock mondial. Le paradoxe chinois – oscillation permanente entre croissance dopée et limitation des dégâts environnementaux – atteint là son maximum. En effet, en matière de mobilité décarbonée¹, malgré son statut de premier investisseur, la Chine alimente ses voitures et transports électriques avec de l'électricité produite à base de... charbon ! Ainsi, l'industrie verte chinoise, si elle se développe de manière significative (production de voitures à hydrogène, de moteurs propres, etc.), n'est elle-même pas exempte de pollution.

Aude Marville, « Les paradoxes de la révolution verte chinoise »,

Institut Montaigne, 15 février 2018.

Doc 1 p. 246 : La Chine en villes

Les populations urbaines de la Chine actuelle suivent les standards modernes de consommation et de loisirs. Les mêmes modes de vie se retrouvent dans les métropoles du littoral et les grandes villes de l'intérieur. Les politiques successives d'aménagement du territoire depuis le début des années 1990 ont en cela décloisonné et rapproché les territoires de ce pays-continent.

Les villes sont devenues les acteurs, les leaders et les vitrines du développement chinois contemporain. Leurs mutations se traduisent par le renouvellement de leur bâti, par leur extension et leurs nouvelles articulations polycentriques : la création de centres d'affaires aux tours toujours plus hautes s'accompagne d'une redistribution en périphérie des populations les moins aisées, des activités industrielles et des grands équipements urbains. Les villes chinoises se réinstallent dans des logiques de réseaux, participant pour les plus grandes à la fois du réseau des grandes métropoles mondiales et asiatiques, et d'aires d'influences régionales et nationales intégrant leurs arrière-pays. Les villes chinoises témoignent de niveaux de vie qui évoquent ceux des pays développés. Même dans des capitales provinciales intérieures, les choix de consommation, l'élévation du niveau d'instruction et les connaissances accumulées sur l'étranger témoignent d'une vraie ouverture de la Chine. Depuis 2010, la majorité des Chinois vivent dans des villes. La société chinoise est désormais dominée par les activités, les problèmes et les valeurs de la ville.

Thierry Sanjuan, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
Atlas de la Chine, © Éditions Autrement, 2018.

Doc 1 p. 248 : Les transformations de l'agriculture chinoise

La Chine a réussi l'exploit, jusqu'au milieu des années 2000, de nourrir la population la plus nombreuse au monde tout en réduisant la part de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Mais l'exode rural massif de ces dernières décennies et la forte croissance économique du pays ont eu des conséquences importantes sur le régime alimentaire des Chinois et sur les modes de production agricole. À la faveur de la hausse du pouvoir d'achat des ménages et de l'urbanisation, la consommation par habitant de protéines animales a doublé depuis le début des années 1990.

La politique poursuivie par la Chine a jusqu'à présent consisté à augmenter à tout prix sa production agricole. Mais cette voie productiviste se trouve aujourd'hui confrontée à d'énormes difficultés. Outre la question du maintien d'une main-d'œuvre agricole suffisante et motivée, alors que les salaires en ville sont beaucoup plus attractifs, c'est plus fondamentalement le modèle agricole lui-même qui se trouve sur la sellette. Son potentiel productif touche en effet à sa limite, en raison, d'une part, des ressources limitées du pays et, d'autre part, de son impact négatif sur la qualité des ressources.

Conscient de ces impasses écologiques, le président Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2013, a été à l'initiative d'une inflexion de la politique agricole afin de restaurer les capacités de production domestiques et d'assurer la sécurité alimentaire sur le long terme.

Jean-Marc Chaumet, « La Chine face au péril alimentaire »,

Alternatives économiques, 1er février 2017.

Doc 5 p. 249 : Le développement du tourisme dans les campagnes

Avec environ 2,1 milliards de voyages effectués à la campagne en 2016, le secteur aurait créé des emplois pour 6,72 millions de ruraux. Ces chiffres témoignent à eux seuls de l'important développement du secteur touristique dans les campagnes chinoises.

Le lancement des réformes à la fin des années 1970 a amorcé des transformations des systèmes productifs agricoles et industriels dans les campagnes. Les réformes signifient une nouvelle liberté pour les ménages paysans et non paysans résidant dans les campagnes, qui leur permet d'accroître leurs revenus. Ainsi les activités annexes au travail agricole augmentent-elles de façon importante le revenu non agricole. [...]

Les migrations de la campagne vers la ville ont pu permettre de stimuler des revenus suffisants, de développer des compétences nouvelles et d'élargir le réseau de relations pour introduire au village des activités économiques nouvelles, souvent orientées vers une activité marchande. Les recettes touristiques permettent de maintenir et d'améliorer l'agriculture, d'augmenter son niveau de vie (achats de véhicules, équipements modernisés du foyer, finances supplémentaires pour la famille) et d'accéder à un statut nouveau de prestataire.

Emmanuel Véron, spécialiste de la Chine contemporaine,

EchoGéo, n° 43, janvier-mars 2018.

Cours. La Chine : développement et inégalités (p. 254-255)

Comment le développement de la Chine s'accompagne-t-il d'un accroissement des inégalités ?

1 - Un pays en transition économique et démographique

La Chine a connu un développement extrêmement rapide. Elle est aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale (PIB de 13 500 milliards de dollars en 2018), alors qu'elle ne faisait pas partie des dix premières puissances à la fin des années 1970 (11^e en 1980). La croissance se maintenant quasiment à un rythme de 10 % par an entre 1990 et 2010, le PIB chinois a ainsi été multiplié par 35 en trente ans. Mais, avec un IDH de 0,752 (86^e rang mondial), la Chine est un pays émergent et non un pays développé.

La population chinoise représente un moteur du développement. La Chine est encore le pays le plus peuplé au monde (1,4 milliard d'habitants en 2019). Cette population nombreuse constitue une main-d'œuvre importante, mais aussi un marché de consommation considérable. Les Chinois ont ainsi profité de la croissance considérable des dernières décennies : le PIB/habitant est passé de 320 dollars en 1990 à près de 9 684 dollars en 2018 (71^e rang mondial). Sur cette période, plusieurs centaines de millions de Chinois sont sortis de l'extrême pauvreté.

Les évolutions démographiques peuvent constituer un frein au développement de la Chine. La politique de l'enfant unique adoptée en 1979 a eu des conséquences majeures : ralentissement de la croissance démographique, déséquilibre filles/

garçons et vieillissement de la population. Depuis 2015, les couples sont autorisés à avoir un deuxième enfant, mais la fécondité reste faible (1,6 enfant par femme en moyenne).

2 - Des inégalités de développement à toutes les échelles

Les richesses sont inégalement réparties entre les Chinois. En quelques décennies, la Chine est devenue l'un des pays les plus inégalitaires d'Asie et du monde. En 2017, l'indice de Gini était de 0,469 (en France, il est de 0,29). Les 10 % des Chinois les plus aisés disposent de 41 % du revenu total du pays. La Chine compte en moyenne deux milliardaires de plus chaque semaine.

Les disparités de développement sont importantes entre les provinces. La Chine littorale rassemble les provinces les plus intégrées à la mondialisation : elle représente 14 % de la superficie du pays et concentre 45 % de la population, pour près de 60 % du PIB total et plus de 80 % des IDE. La Chine intérieure accueille 44 % de la population et un tiers des richesses. La Chine de l'Ouest, en marge, couvre près de 60 % du territoire pour un dixième de la population et du PIB.

À l'échelle locale, les inégalités de développement sont également très fortes. Le revenu annuel moyen des ménages urbains est d'environ 4 300 euros en 2017, soit trois fois plus que celui des ménages ruraux (environ 1 570 euros). Dans les villes, les travailleurs migrants (mingongs) qui ont fui les campagnes à la recherche d'un emploi constituent une population fragile. Les disparités apparaissent également marquées au sein des campagnes : les ruraux les plus vulnérables se trouvent à l'Ouest, notamment dans la région du Gansu (Nord-Ouest).

3 - Une volonté de réduire les inégalités de développement

La lutte contre la pauvreté est l'une des priorités de l'État chinois. Le président Xi Jinping, au pouvoir depuis 2013, a fixé pour objectif l'éradication de la pauvreté d'ici 2020. La Banque chinoise de développement finance ainsi de nombreux projets : politique de relogement, développement d'industries locales, programmes de santé et d'éducation dans les régions en difficulté. La Chine comptait 17 % de pauvres en 2010, elle en compte 3 % en 2017.

L'État chinois a également pour objectif de réduire les disparités régionales. Cet objectif se traduit en particulier dans la politique du « Go West » (investissements dans les provinces de l'Ouest du pays dans les années 2000) et dans le programme des « nouvelles routes de la Soie » (depuis 2013). Ce projet devrait permettre le désenclavement des provinces de l'Ouest en les intégrant dans les échanges entre la Chine et l'Europe. L'État construit ainsi de nouvelles infrastructures (transports, énergie, tourisme) et investit dans des métropoles de l'intérieur (Chongqing, Chengdu, Urumqi).

De nombreux défis subsistent. Pendant plusieurs décennies, la richesse s'est concentrée dans les régions littorales : cette avance considérable apparaît difficile à rattraper pour les régions intérieures. De plus, les entreprises chinoises et étrangères continuent d'investir leurs capitaux principalement dans les régions les plus peuplées et les plus dynamiques, ce qui accentue davantage encore les disparités entre provinces littorales et provinces intérieures.

Cours. La Chine : des ressources et des environnements sous pression (p. 256-257)

Comment la Chine concilie-t-elle développement et gestion raisonnée des ressources et des environnements ?

1 - Les défis de la consommation énergétique

Le développement de la Chine est énergivore. 60 % des besoins énergétiques du pays dépendent du charbon, matière première pour laquelle la Chine est le premier producteur et consommateur mondial (3,7 milliards de tonnes, 47 % du total mondial). Les réserves des autres énergies fossiles (pétrole et gaz naturel) sont plus limitées mais la Chine est tout de même le 7^e producteur mondial de pétrole (191 millions de tonnes en 2017) et consomme 13 % du pétrole dans le monde (608 millions de tonnes). Elle est le 3^e consommateur de gaz derrière les États-Unis et la Russie.

La Chine reste très dépendante de ses importations en hydrocarbures. La production nationale ne suffit pas à satisfaire la demande intérieure. Elle doit importer 60 % de sa consommation de pétrole et 40 % de celle de gaz, notamment en provenance des pays du Golfe et de la Russie. Depuis 2017, elle est le premier importateur de pétrole devant les États-Unis. Cette dépendance énergétique risque de s'accroître dans les prochaines années avec l'accélération de l'urbanisation.

La Chine s'est engagée dans les énergies renouvelables. Premier pays émetteur de CO² (9,8 milliards de tonnes en 2017, 27 % du total mondial), la Chine encourage les

énergies renouvelables : constitution du premier parc éolien au monde, cités écologiques autonomes comme à Teda, près de Tianjin, développement de l'hydroélectricité (barrages). La Chine est aujourd'hui le premier producteur mondial d'électricité à partir d'énergies renouvelables et le 3^e producteur mondial d'électricité d'origine nucléaire.

2 - Des environnements dégradés

90 % des cours d'eau en Chine sont aujourd'hui pollués. Les raisons de cette pollution sont multiples. Les rejets se sont intensifiés à la faveur de l'intense urbanisation du pays (600 millions d'urbains supplémentaires entre 1980 et 2019). L'agriculture intensive et fortement consommatrice d'engrais, ainsi que les industries lourdes (sidérurgie, pétrochimie...) ou de transformation (agroalimentaire), ont également largement contribué à la dégradation des eaux dans l'ensemble du pays.

La pollution de l'air est également très importante. Près de 60 % de la pollution atmosphérique est d'origine industrielle. Les villes chinoises (Tianjin, Beijing, Shanghai) font partie des villes les plus polluées dans le monde en raison de l'augmentation du nombre d'automobiles et des gaz d'échappement. Cette pollution atmosphérique affecte près de 40 % du territoire chinois. Elle génère des pluies acides qui imprègnent à la fois les sols, les cours d'eau et la végétation. Ces pollutions provoquent la mort de plus d'un million de personnes par an.

Enfin, le pays a connu une forte déforestation. Le développement économique, l'urbanisation, le surpâturage et le changement climatique ont fait perdre à la Chine près de 30 % de sa couverture forestière ces dernières décennies. Cela amplifie

la désertification (28 % du territoire), et les tempêtes de sable menacent fréquemment les grandes villes de Kubuqi à l'Ouest jusqu'à Beijing à l'Est.

3 - Vers une transition environnementale ?

Les dégradations environnementales sont très coûteuses pour le pays. Elles ont été évaluées à près de 8 % du PIB en 2016. Ce coût pourrait s'aggraver dans les prochaines années malgré le ralentissement de la croissance économique.

L'élévation du niveau de vie de la population, l'intensification des mobilités automobiles, le poids de l'économie industrielle et l'augmentation de la consommation énergétique accentuent les limites du modèle de développement chinois.

Les atteintes à l'environnement imposent une transition énergétique. Les coûts engendrés par les pollutions et leurs contestations sociales (en moyenne 2 000 mouvements sociaux par an) représentent une menace que le gouvernement cherche à contrôler. L'État s'organise pour apporter occasionnellement des réponses comme la fermeture des usines les plus anciennes et les plus polluantes en cas de pics de pollution. Avec le treizième plan quinquennal (2016-2020), les consommations d'eau, d'énergie et les émissions de CO² devraient diminuer respectivement de 23 %, 15 % et 18 %.

La Chine est entrée dans la transition environnementale. Elle doit concilier une croissance stable, tout en préservant ses ressources. La Chine est le pays le plus pollué, mais aussi le plus en avance en matière d'énergies renouvelables (une nouvelle éolienne est mise en route chaque heure dans le pays). Mais si le

le développement durable est une priorité à l'échelle nationale, la Chine s'inquiète davantage des conséquences des bouleversements climatiques sur son territoire que de sa responsabilité dans le réchauffement climatique planétaire.

Cours. La Chine : les recompositions spatiales (p. 258-259)

Quelles sont les conséquences territoriales du développement de la Chine ?

1 - Une Chine urbaine

La Chine connaît une urbanisation rapide et continue. Si le pays a une longue tradition de civilisation agraire, il est majoritairement urbain depuis le début des années 2010. 60 % de sa population vit désormais en ville, soit près de 850 millions de personnes. Le taux d'urbanisation devrait atteindre 75 % en 2050, ce qui représente plus d'un milliard d'individus. Jamais dans l'histoire de l'humanité une société n'avait connu une urbanisation aussi rapide et massive.

L'urbanisation en Chine s'appuie sur un archipel de métropoles très peuplées. 17 villes dépassent les 5 millions d'habitants et 118 regroupent plus d'un million d'habitants. Les villes considérées comme petites atteignent fréquemment les 250 000 résidents. Plusieurs mégalo-poles sont en formation : autour du delta de la rivière des Perles (Guangzhou, Shenzhen, Hong Kong) et autour du delta du fleuve Yangtze (Shanghai et le long du corridor Beijing-Tianjin).

Les espaces urbains sont en voie de recomposition. Les autorités municipales sont les acteurs majeurs de la requalification des quartiers. Elles sont parfois brutales avec la destruction des ruelles des cœurs historiques (Beijing) au profit de nouveaux quartiers modernes accueillant des tours de plus en plus hautes. Les centres-villes se gentrifient et se tertiarisent avec la multiplication des quartiers d'affaires (CBD). L'étalement urbain contribue à rejeter les populations les plus défavorisées vers des périphéries de plus en plus éloignées des centres.

2 - La littoralisation des sociétés et des activités

En Chine, les régions littorales sont les plus dynamiques, depuis Guangzhou-Shenzhen au sud jusqu'à Tianjin au nord, en passant par Shanghai. L'amplification de la littoralisation des sociétés et des activités s'explique par l'ouverture du territoire, à partir des années 1990, à la mondialisation. Le développement de la Chine et l'organisation du territoire passent par ces villes littorales qui sont aussi des vitrines du processus d'émergence.

Le littoral chinois concentre l'essentiel de l'appareil productif. La plupart des grandes villes industrielles (Tianjin, Shanghai, Shenzhen) sont situées dans les régions littorales. Ces métropoles s'appuient sur des complexes industrialo-portuaires puissants et accueillent également des services pour des firmes transnationales (FTN) étrangères, implantées dans des zones économiques spéciales (ZES). La Chine compte 6 des 10 principaux ports dans le monde pour l'importance de leur trafic.

Les effets de la recomposition du littoral chinois se manifestent vers les régions intérieures. Le gouvernement chinois a transféré des centres de production industrielle comme l'automobile à Wuhan et à Chongqing. Mais l'étalement urbain accapare de plus en plus d'espaces agricoles, comme dans le bassin du Yangzi. Cela provoque des conflits d'usage et des mutations profondes des collectivités rurales. Le gouvernement encourage la centralisation à partir du développement de villes intérieures (Chongqing) afin de réorganiser le développement des territoires les plus enclavés.

3 - Les mutations des espaces ruraux

Les espaces ruraux sont une composante majeure des territoires en Chine. Ils sont principalement le résultat d'une très longue tradition agraire fondée sur la riziculture. La paysannerie chinoise reste importante en valeur absolue (environ 550 millions d'individus en 2019). Mais elle s'oriente de plus en plus vers les activités industrielles et tertiaires. Depuis quelques années, l'exode rural s'est intensifié, souvent organisé par les autorités. Mais les phénomènes de retour vers les campagnes existent également, en raison notamment du ralentissement de la croissance économique dans les grandes métropoles.

La fragmentation des espaces ruraux dépend de la distance aux villes. Les anciens périmètres agricoles insérés dans les espaces urbains accueillent aujourd'hui des espaces commerciaux ou de loisirs (par exemple, le parc d'attractions Disneyland à Shanghai depuis 2016). Les périphéries agricoles intégrées assurent l'essentiel de la production maraîchère, volaillière, fruitière et garantissent l'alimentation quotidienne de 850 millions d'urbains. Les espaces ruraux industrialisés sont le résultat de la relocalisation de l'appareil productif ces dernières décennies hors des villes : les conflits d'usage entre acteurs agricoles (paysans, coopératives...) et industriels (usines) sont fréquents et nombreux dans une logique de fronts pionniers (Chine du Nord-Ouest). Enfin, plus loin, à l'extérieur des espaces urbanisés, les campagnes agricoles traditionnelles, pauvres et enclavées, sont souvent en déprise en raison d'un exode rural important.